

qui siégeront au comité feront preuve de la même souplesse pour accepter les amendements que certains d'entre nous pourront proposer.

Tout en sympathisant avec le député du Yukon qui a montré le but de cet amendement, après avoir écouté l'essentiel de son argument, je me trouve encore en désaccord avec la position qui, selon lui, devrait être adoptée par la Chambre vis-à-vis de l'activité des sociétés minières au Yukon ou dans toute autre région du Canada. Je l'ai bien précisé hier. Mais je conviens, comme lui je crois, que le comité devrait pouvoir écouter les arguments avancés par ces sociétés. Il me semble que nous souhaitons tous que l'industrie minière canadienne soit viable et rentable. Il se peut que, comme l'a laissé entendre, je crois, le député de Vancouver-Quadra (M. Deachman), nous finissions par faire, en direction d'un consensus général plus de progrès qu'il ne semblerait d'après certains des propos qui ont été tenus. Pour ma part, il s'agit là d'une perspective d'avenir.

Ceci m'amène à commenter certaines remarques faites par l'honorable représentant de Vancouver-Quadra (M. Deachman). Il a proposé que le comité visite le territoire du Yukon tandis que ce bill est à l'étude à la Chambre. En tant que membre du comité, j'avais songé à cela. En fait, j'ai fait une telle proposition. Elle a été discutée au sein du comité et j'espère qu'un accord général se fera pour que les délibérations du comité se déroulent, en partie tout au moins, dans le territoire du Yukon. Si j'ai bien compris le député de Vancouver-Quadra, celui-ci a proposé en outre que le comité se rende à Vancouver dans le cadre de l'examen de ce bill, parce que, comme il l'a fait remarquer, certaines des sociétés minières ont leur siège dans cette ville où vivent aussi des gens intéressés par l'exploitation des mines.

Je tiens à dire tout de suite que, bien que je ne voie pas d'inconvénient à ce que le comité visite Vancouver à l'occasion, dans le cas qui nous occupe, il me semblerait bien préférable que les personnes dont il a fait état rencontrent le comité à Ottawa après que nous aurions entendu les gens qui vivent effectivement au Yukon.

• (3.10 p.m.)

D'après les propos du député de Vancouver-Quadra, et surtout d'après ce qu'il a dit des problèmes de transport auxquels fait face l'activité minière et économique dans le Nord canadien, notamment au Yukon, il semble qu'on pourrait envisager de faire examiner sur place par le comité la région de la Colombie-Britannique où se produit la coupure dans les transports entre le Yukon et Vancouver.

M. Nielsen: Comment nous y rendrons-nous?

M. Barnett: Nous pourrions laisser le soin de régler cette question à l'ingéniosité du député de Vancouver-Quadra et à son collègue, le député de Prince-George River (M. Borrie), qui est assis près de lui en ce moment. Il n'y a rien de nouveau à la question que le député de Vancouver-Quadra a soulevée indirectement. Je suis heureux que ce soit un ministériel qui en parle cette fois-ci.

[M. Barnett.]

Si la Chambre veut que le Yukon connaisse un essor économique et démographique et améliore certains autres aspects de la vie communautaire, le gouvernement doit se montrer moins réticent à l'idée que le Yukon devienne une province.

La proposition du député de Vancouver-Quadra sur le développement des transports est bien à propos. Je trouve excellent qu'un ministériel soulève cette question dont a souvent parlé l'opposition. Le gouvernement fédéral n'a pas encore dit qu'il acceptait la responsabilité, financière ou autre, de certaines initiatives qui aideraient dans une large mesure à combler cette lacune.

Je me souviens d'un débat, il y a un certain nombre d'années, sur une proposition destinée à étendre l'aide financière fédérale à un réseau ferroviaire d'une province, le Pacific Great Eastern, pour le prolonger vers le nord à partir de la ville de Prince George. Le gouvernement, sous la direction du très honorable Louis St-Laurent, s'était alors déclaré disposé à assumer 50 p. 100 du coût de la construction d'une ligne de 50 milles aménagée vers le nord à partir de la ville de Prince George. C'était la limite.

On avait laissé entendre à ce moment-là qu'il n'était pas économiquement viable pour le gouvernement fédéral de participer davantage financièrement au prolongement de ce chemin de fer. Les députés savent, surtout le député de Vancouver-Quadra et celui de Prince George-Peace River, que cette ligne ferroviaire a été prolongée vers le Nord sur une distance très supérieure à 50 milles.

Sans être expert en la matière, j'estime que l'entreprise a été très utile et rentable. En reliant, par chemin de fer, les régions de la rivière de la Paix en Colombie-Britannique et de Prince George à la ville de Vancouver, on a fait un pas important et très constructif. Les députés le savent: on est actuellement en train de prolonger ce réseau ferroviaire, entre autres, dans la direction générale du Yukon.

Pour ce qui est de l'ensemble du bill, il conviendrait peut-être que le gouvernement et la Chambre réfléchissent sérieusement au fait signalé par le député de Vancouver-Quadra, soit que le développement économique du Yukon souffre réellement de l'insuffisance des moyens de transport actuels.

Comme les députés le savent, je n'approuve pas toujours les idées exprimées par le premier ministre de la Colombie-Britannique ni toutes les demandes qu'il adresse au gouvernement du Canada, généralement par le truchement des manchettes des journaux. Toutefois, le principe d'une aide fédérale pour relier au territoire du Yukon toutes les régions du Sud de la Colombie-Britannique, par le moyen idéal de transport en vrac, le chemin de fer, est justifié du point de vue économique. Il y va de l'intérêt de tout le Canada. C'est un projet que le gouvernement fédéral se doit d'étudier sérieusement à l'heure actuelle. Que le chemin de fer Pacific Great Eastern demeure ou non un réseau de propriété provinciale, il